

would be proper. You could mentally place in two additional curves to the right of the dotted lines shown in there, about a year and a half to the right of those two lines, which would be the position of the export levels that could be permitted at the time it was possible to credit the reserves of the Syncrude plant.

I think that pretty well outlines the Board's report and Mr. Angebrandt and I will be glad to answer any questions with respect to it.

The Chairman: Thank you Mr. Stabback, Mr. Minister and Dr. Howland.

Are we ready for questions?

Mr. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Mr. Chairman, could I preface some questions by a little statement of my own?

The Chairman: All right.

• 2050

Mr. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): I would like to say that the present Canadian concern about our energy policy is based first of all on assuring ourselves that we have a secure supply. The statement made by the National Energy Board tonight does indicate in a very conservative fashion the tremendous reserves that we have. It is tremendously reassuring to me personally, and I hope to all Canadians, that you have now seen fit to add the tar sands to the proven reserves. A major sense of security comes from this statement.

I think the deepest concern arises in the assumption in the statement of the Chairman of the National Energy Board that the posture will still be the same as the original oil policy of 1961, namely, that western oil in effect would supply the bulk of the eastern needs up to the Ottawa Valley, as that boundary is going to be maintained.

This last winter we have skated on very thin ice, utilizing to the full our pipeline capacity to move western oil to the East. If we had had a severe winter we would have had our own energy crisis here in our big industrial cities, our national heartland. What concerns me about this statement is the assumption that we are going to continue supplying the heartland from western oil, and yet we did not get around to the vital priority decision, which I do not hold against the National Energy Board, I can assure you. We have not had anything at all from the Minister indicating the intention concerning the capacity of our pipelines to move this crude to the East.

I assume from the reports that we are not gambling on the future of offshore oil on Scotia Bank or the Grand Banks. I think on the information available to most of us this would be a wise conclusion.

But we are leaving our big industrial heartlands, our cities, in a very precarious position. Unless there is some indication that the Interprovincial Pipe Line has company plans for immediately multiplying their capacity, if we face the realities of life that we may have a cold winter in Ontario or in Montreal, we could be in a very serious predicament. I threw in Montreal because there is another security factor that enters there. That is my first observation. This party's priority is to try to press the government into some form of decision-making that will indicate to the people of Ontario that we remember that they are our industrial heartland and we do not intend to face in Canada the problems they had in the mid-West and in the Northeast United States this winter.

en pointillés, à environ 18 mois à droite de ces deux lignes, qui indiqueraient les exportations possibles lorsque l'on pourra tenir compte des réserves de l'usine Syncrude.

Je crois que cela donne un bon aperçu du rapport de la Commission et de M. Angebrandt et je serai heureux de répondre aux questions s'y rapportant.

Le président: Je vous remercie monsieur Stabback, M. le ministre et M. le docteur Howland.

Pouvons-nous passer aux questions?

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur le président, puis-je faire précéder mes questions de quelques observations.

Le président: Bien sûr.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Je voudrais commencer par dire que le souci canadien à l'heure actuelle, en ce qui concerne notre politique énergétique, consiste d'abord à nous assurer que nous disposerons d'approvisionnements sûrs. La déclaration faite par l'Office national de l'énergie, aujourd'hui, constitue une évaluation minimale des énormes réserves dont nous disposons. Je me sens personnellement très rassuré, et j'espère que tous les Canadiens le sont aussi, de voir que vous avez ajouté les sables goudronneux aux réserves sûres. Une telle attitude renforce notre sentiment de sécurité.

En fait, je pense que notre plus grand souci provient du fait que la déclaration du président de l'Office national de l'énergie suppose que l'attitude adoptée reste la même que celle qui fut adoptée pour la première politique pétrolière de 1961, à savoir que le pétrole de l'Ouest continuera à satisfaire à l'essentiel des besoins de l'Est, jusqu'à la vallée de l'Outaouais, puisque cette frontière semble avoir été maintenue.

Cet hiver, nous avons échappé de peu à la crise, en utilisant les oléoducs à leur capacité maximale pour transporter le pétrole de l'Ouest vers l'Est. Si l'hiver avait été plus rigoureux, nous aurions subi notre propre crise énergétique dans les grandes villes industrielles, au cœur du pays. Ce qui m'inquiète donc au sujet de cette déclaration est qu'elle suppose que nous continuerons à approvisionner le cœur du pays avec le pétrole de l'Ouest alors que rien n'a été fait quant au problème essentiel des priorités, chose que je ne reproche pas à l'Office national de l'énergie, vous pouvez en être sûrs. Le ministre ne nous a rien dit concernant sa position au sujet de la capacité de nos oléoducs à transporter ce pétrole brut vers l'Est.

Aux vues des rapports publiés, je suppose que nous ne parions pas sur l'avenir des découvertes de pétrole au large des côtes de la Nouvelle-Écosse ou du Grand Banc de Terre-Neuve. Étant donné les informations disponibles, je pense que ceci serait une sage conclusion.

Cependant, nous laissons le cœur industriel du pays, nos grandes villes, dans une position très précaire. Si rien ne montre que l'«*Interprovincial Pipe Line Company*» prévoit d'accroître immédiatement sa production, nous aurons de sérieuses difficultés si nous devons faire face à un hiver rigoureux en Ontario ou à Montréal. Je viens de mentionner Montréal, car il y a là un facteur de sécurité à prendre en considération. Ce sont là mes premières remarques. La première priorité pour notre parti est alors d'essayer d'obliger le gouvernement à prendre une décision qui prouvera à la population de l'Ontario que nous n'avons pas oublié qu'elle vit dans le cœur industriel du pays et que nous n'avons pas l'intention, au Canada, de laisser se